

RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 03099
Numéro SIREN : 499 045 136
Nom ou dénomination : BRACCO IMAGING FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 10/10/2022 sous le numéro de dépôt 18065

BRACCO IMAGING FRANCE
Société par Actions Simplifiée au capital de 7.000.000 €
7, rue Léonard de Vinci, Bâtiment Pascal, 91300 MASSY
499 045 136 RCS EVRY

EXTRAIT PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
EN DATE DU 17 JUIN 2022

Certifié conforme par le Président

« ...

CINQUIEME DECISION

L'associée unique décide de nommer M. Hadi MOUFARREJ en qualité de membre du conseil d'administration pour une durée de 3 ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2025 qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

(...)

SEPTIEME DECISION

L'associée unique approuve la proposition du Président et décide d'ajouter un alinéa à l'article 11 des statuts afin de permettre la signature des procès-verbaux/décisions par tout procédé électronique, dit de signature "simple" correspondant au premier stade de sécurité et de reconnaissance légale de la signature d'un document.

En conséquence, il est ajouté l'alinéa suivant à l'article 11 des statuts :

« Article 11 – PRESIDENT, CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTEURS GENERAUX

(...)

Enfin, les procès-verbaux/décisions des organes sociaux peuvent être signés par tout procédé électronique, dit de signature "simple" correspondant au premier stade de sécurité et de reconnaissance légale de la signature d'un document.»

HUTIEME DECISION

L'associée unique approuve la proposition du Président et décide d'ajouter un alinéa à l'article 19 des statuts, afin de permettre la signature des procès-verbaux/décisions par tout procédé électronique, dit de signature "simple" correspondant au premier stade de sécurité et de reconnaissance légale de la signature d'un document.

En conséquence, il est ajouté l'alinéa suivant à l'article 19 des statuts :

« Article 19 – FORMES DES DECISIONS

(...)

Par ailleurs, les procès-verbaux/décisions d'associés peuvent être signés par tout procédé électronique, dit de signature "simple" correspondant au premier stade de sécurité et de reconnaissance légale de la signature d'un document.»

... »

Roberto Desimini

Roberto DESIMINI
Président

BRACCO IMAGING FRANCE
Société par Actions Simplifiée / Società per Azioni Semplificata
avec un capital de / con un capitale di 7.000.000 €
ayant son siège social / con sede in
7, rue Léonard de Vinci, Bâtiment Pascal, 91300 MASSY
499 045 136 RCS EVRY

S T A T U T S / S T A T U T O

Mis à jour le 17 juin 2022 / Aggiornato al 17 Giugno 2022

COPIE CERTIFIÉE CONFORME / COPIA CERTIFICATA CONFORME

Roberto Desimini

Roberto DESIMINI
Président/Presidente

La société BRACCO IMAGING HOLDING BV, société à durée indéterminée de droit hollandais, au capital de 198.857,00 Euros, ayant son siège au Strawinskyiaan 3051, 1077 ZX Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Amsterdam sous le numéro 34143391, représentée par la société Bracco Holding BV, elle-même représentée par Monsieur Tom Herbschleb et la société Esmerald Corporate Services B.V. (elle-même représentée par Mme Geertje van Estrik), a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée qu'elle a décidé d'instituer.

La società BRACCO IMAGING HOLDING B.V., società a durata indeterminata di diritto olandese, con un capitale di 198.857,00 Euro, con sede a Strawinskyiaan 3051, 1077 ZX Amsterdam, Olanda, immatricolata al Registro di commercio e delle società di Amsterdam con il numero 34143391, rappresentata dalla società Bracco Holding B.V., a sua volta rappresentata dal Sig. Tom Herbschleb e dalla società Esmerald Corporate Services B.V. (a sua volta rappresentata dalla sig.ra Geertje Van Estrik), ha stabilito, come segue, lo statuto della società per azioni semplificata che questa ha deciso di istituire.

TITRE PREMIER
FORME – OBJET – DENOMINATION-
SIEGE – DUREE

Article 1^{er} – FORME DE LA SOCIETE

La société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les articles L.227-1 à L.227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2 – OBJET

La Société a pour objet :

- la représentation, l'importation, l'exportation, la distribution et la commercialisation, en gros, de produits pharmaceutiques et chimiques, d'appareils et produits de médecine et de chirurgie, de produits de diététique, alimentaires et biologiques, d'extraits naturels de nature végétale et animale, de produits de parapharmacie, cosmétiques, galéniques et de soins en général, ainsi que d'appareillages électromécaniques et électroniques pour l'industrie.
- toutes participations, directes ou indirectes dans toutes opérations commerciales pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de toutes

TITOLO PRIMO
FORMA-OGGETTO-DENOMINAZIONE-
SEDE-DURATA

Articolo 1 - FORMA DELLA SOCIETA'

La società è una società per azioni semplificata regolata dalle leggi e dai regolamenti in vigore, in particolare dagli articoli L. 227-1 al L. 227-20 e dal L. 244-1 al 244-4 del Codice di commercio francese, nonché dal presente statuto.

Funziona indifferentemente sotto la stessa forma con uno o più soci.

Articolo 2 - OGGETTO

La Società ha per oggetto:

- la rappresentanza, l'importazione, l'esportazione, la distribuzione e la commercializzazione, all'ingrosso, di prodotti farmaceutici e chimici, di apparecchi e prodotti medici e chirurgici, di prodotti dietetici, alimentari e biologici, di estratti naturali di natura vegetale e animale, di prodotti di parafarmacia, cosmetici, galenici e di cura in generale, nonché di apparecchiature elettromeccaniche ed elettroniche per l'industria;
- tutte le partecipazioni, dirette o indirette, in tutte le operazioni commerciali che possono riferirsi all'oggetto societario, in particolare tramite creazione di società

sociétés nouvelles, prise de participation dans toutes sociétés nouvelles ou existantes, de fusion, partenariat, joint-venture, création de sociétés en participation ;

nuove, partecipazione in ogni nuova o esistente società, di fusione, di partnership, joint-venture, creazione di società in partecipazione;

et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à ce qui précède ou susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires sociales.

e, più generalmente, tutte le operazioni industriali, commerciali e finanziarie, mobiliari o immobiliari, che possono collegarsi direttamente o indirettamente a ciò che precede o suscettibili di favorire lo sviluppo o l'estensione degli affari societari.

Article 3 – DENOMINATION

La dénomination de la société est : BRACCO IMAGING FRANCE

Articolo 3 - DENOMINAZIONE

La denominazione della società è : BRACCO IMAGING FRANCE

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 7, rue Léonard de Vinci, Bâtiment Pascal, 91300 MASSY.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision d'associé(s).

Articolo 4 - SEDE SOCIALE

La sede sociale è in 7, rue Léonard de Vinci, Bâtiment Pascal, 91300 MASSY.

È possibile trasferire la sede in ogni altro luogo, tramite decisione del(i) socio(i).

Article 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Articolo 5 - DURATA

La durata della società è fissata a 99 anni a partire dalla sua immatricolazione al Registro del commercio e delle imprese, salvo scioglimento anticipato o proroga.

TITRE DEUXIEME FORMATION DU CAPITAL – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

TITOLO SECONDO FORMAZIONE DEL CAPITALE - CAPITALE SOCIALE - AZIONI

Article 6 – FORMATION DU CAPITAL

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentent des apports en numéraire et sont libérées intégralement ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire des fonds.

La somme totale versée par l'associé unique, soit 50.000,00 euros, a été déposée au compte numéro FR611689007000065599600166 à la banque CITIBANK INTERNATIONAL PLC située à Paris La Défense (92), 19 Le Parvis.

Articolo 6 - FORMAZIONE DEL CAPITALE

Tutte le azioni originarie che formano il capitale iniziale rappresentano dei conferimenti in numerario e sono liberate integralmente così come risulta dal certificato del depositario dei fondi.

La somma totale versata dal socio unico, cioè 50.000,00 Euro, è stata depositata sul conto n. FR611689007000065599600166 presso la banca CITIBANK INTERNATIONAL PLC situata a Parigi La Défense (92), 19 Le Parvis.

Aux termes d'une délibération de l'associée unique du 24 juin 2008, le capital social a été porté de 50.000 € à la somme de 2.000.000 €, par apports en numéraire par création de 19.500 actions nouvelles de 100 € chacune de nominal, lesdites actions ayant été intégralement souscrites par l'associée unique.

Ai sensi di una delibera del socio unico del 24 giugno 2008, il capitale sociale è stato portato da 50.000 € alla somma di 2.000.000 €, tramite apporto in numerario e creazione di 19.500 nuove azioni dal valore nominale di 100 € ciascuna, che sono state integralmente sottoscritte dal socio unico.

Le 17 décembre 2018, l'associée unique a décidé d'augmenter le capital de 5.000.000 euros pour le porter de 2.000.000 à 7.000.000 euros par élévation du nominal des 20.000 actions de 100 à 350 euros chacune.

Il 17 dicembre 2018, il socio unico ha deliberato l'aumento del capitale sociale di 5.000.000 €, pertanto lo stesso è stato portato da 2.000.000 € à 7.000.000 € tramite l'aumento del valore nominale di ciascuna delle 20.000 azioni, da 100 € a 350 €.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 7.000.000 €. Il est divisé en 20.000 actions d'une seule catégorie de 350 € de nominal chacune, entièrement libérées et attribuées à l'associée unique.

Articolo 7 - CAPITALE SOCIALE

Il capitale sociale è fissato ad una somma di 7.000.000 €. È diviso in 20.000 azioni di un'unica categoria dal valore nominale di 350 € ciascuna, interamente liberate ed attribuite al socio unico.

Article 8 – MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision d'associé (s).

Articolo 8 - MODIFICAZIONE DEL CAPITALE

Il capitale sociale può essere aumentato o ridotto nelle condizioni previste dalla legge, tramite decisione del(i) socio(i).

Article 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont de forme nominative. La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions légales. La société délivre à l'associé une attestation d'inscription en compte des actions lui appartenant.

Articolo 9 - FORMA DELLE AZIONI

Le azioni sono nominative. La proprietà delle azioni risulta dalla loro iscrizione a nome del o dei titolari su dei conti tenuti a tale scopo dalla società nelle condizioni di legge. La società consegna al socio un attestato di iscrizione in conto delle azioni a lui appartenenti.

Article 10 – CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

- (1) Les cessions d'actions par un associé unique ou entre associés sont libres.
- (2) La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

Articolo 10 - CESSIONE E TRASMISSIONE DELLE AZIONI

- (1) Le cessioni delle azioni da parte del socio unico o tra soci sono libere.
- (2) La cessione delle azioni si effettua, nei confronti dei terzi e della società, tramite un ordine di movimento da conto a conto, firmato dal cedente o dal suo mandatario. Il movimento è menzionato su questi registri.

TITRE TROISIEME**ADMINISTRATION DE LA SOCIETE****Article 11 – PRESIDENT, CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTEURS GENERAUX**

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, ainsi qu'un conseil d'administration et, le cas échéant, d'un ou plusieurs directeurs généraux et éventuellement directeurs généraux délégués qui forment ensemble la direction générale de la société. Un associé peut être nommé président. Le conseil d'administration nomme en son sein le Président de la société.

Si une personne morale est nommée président ou directeur, ses dirigeants et représentants légaux sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient mandataires sociaux en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils représentent.

Le conseil d'administration ou l'associé peut mandater un ou plusieurs directeurs pour représenter la société à l'égard des tiers ou pour l'accomplissement d'actes déterminés selon délégation de pouvoirs écrite.

Le président et le conseil d'administration, exercent leurs fonctions conformément aux directives et sous le contrôle des associés qui, à cet effet, peuvent adopter un règlement intérieur pour la direction générale de la société composée du président, du conseil d'administration et des directeurs.

L'associé unique ou les associés peuvent décider la mise en place d'autres organes d'administration ou de surveillance au sein de la société.

Enfin, les procès-verbaux/décisions des organes sociaux peuvent être signés par tout procédé électronique, dit de signature "simple" correspondant au premier stade de sécurité et de reconnaissance légale de la signature d'un

TITOLO TERZO**AMMINISTRAZIONE DELLA SOCIETA'****Articolo 11 - PRESIDENTE, CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE E DIRETTORI GENERALI**

La società è gestita e amministrata da un presidente, persona fisica o giuridica, nonché da un consiglio di amministrazione e, se occorre, da uno o più direttori generali ed eventualmente da direttori generali delegati che formano insieme la direzione generale della società. Un socio può essere nominato presidente. Il consiglio d'amministrazione nomina, tra i suoi membri, il Presidente della società.

Se una persona giuridica viene nominata presidente o direttore, i suoi dirigenti e rappresentanti legali sono sottoposti alle stesse condizioni ed obblighi ed incorrono nelle stesse responsabilità civili e penali come se fossero mandataria sociali a proprio nome, fatta salva la responsabilità solidale della persona giuridica che essi rappresentano.

Il consiglio di amministrazione o il socio può delegare uno o più direttori per rappresentare la società nei confronti dei terzi o per l'adempimento di determinati atti tramite una delega di poteri scritta.

Il presidente e il consiglio d'amministrazione esercitano le proprie prerogative in conformità con le direttive e sotto il controllo dei soci che, a tale scopo, possono adottare un regolamento interno per la direzione generale della società composta dal presidente, dal consiglio d'amministrazione e dai direttori.

Il socio unico o i soci possono decidere di creare altri organi di amministrazione o di sorveglianza all'interno della società.

Infine, i verbali/decisioni degli organi sociali possono essere firmati con un qualsiasi processo elettronico, noto come firma "semplice", che rappresenta il primo stadio di sicurezza e riconoscimento legale della firma di

document.

un documento.

Article 12 – NOMINATION ET DUREE DES FONCTIONS

Les membres du conseil d'administration sont nommés par les associés pour une durée de trois ans, et dont les fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos au cours de la troisième année de leur mandat. A l'expiration de leurs mandats, ils peuvent être renouvelés dans leurs fonctions.

La révocation d'un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou des directeurs peut intervenir à l'initiative des associés à tout moment sans préavis et sans indemnité.

La révocation du Président de ses fonctions de membre du conseil d'Administration emporte révocation de son mandat de Président.

Un salarié de la société peut être nommé à la fonction de président ou de directeur, sans perdre son statut de salarié pour autant qu'il continue à exercer simultanément ses fonctions antérieures.

Article 13 - POUVOIRS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Le Président et les Directeurs Généraux exercent leurs pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux associés par la loi et par les présents statuts, et sous le contrôle du conseil d'administration et de l'associé.

Les décisions de la compétence exclusive de l'associé sont indiquées à l'article 23.

A titre de mesure d'ordre interne et sans que cela soit opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'avec l'accord du conseil d'administration :

- Acquisition, aliénation d'immeubles,

Articolo 12 - NOMINA E DURATA DELLE FUNZIONI

I membri del consiglio di amministrazione sono nominati dai soci per una durata di tre anni, e le loro funzioni terminano all'esito dell'assemblea generale dei soci chiamata a decidere su conti annuali dell'esercizio concluso nel corso del terzo anno del loro mandato. Al termine dei loro mandati, le loro funzioni possono essere rinnovate.

La revoca di uno o più membri del consiglio di amministrazione o dei direttori può intervenire su iniziativa dei soci in ogni momento senza preavviso e senza indennità.

La revoca del Presidente dalle sue funzioni di membro del consiglio di amministrazione comporta la revoca del suo mandato di Presidente.

Un dipendente della società può essere nominato alla carica di presidente o di direttore, senza perdere il suo status di dipendente per il tempo in cui egli continua ad esercitare contemporaneamente le sue funzioni precedenti.

Articolo 13 - POTERI DEI MANDATARI SOCIALI

Il Presidente e i Direttori Generali esercitano i loro poteri nei limiti dell'oggetto sociale e con riserva dei poteri espressamente attribuiti ai soci dalla legge o dal presente statuto, e sotto il controllo del consiglio di amministrazione e del socio.

Le decisioni di competenza esclusiva del socio sono indicate all'articolo 23.

A titolo di misura di ordine interno e senza che questo sia opponibile ai terzi, il Presidente potrà prendere le seguenti decisioni solo con l'accordo del consiglio di amministrazione:

- Acquisizione, alienazione di immobili,

constitution de sûretés immobilières et toutes opérations portant sur des immeubles et droits immobiliers ; constitution de toutes garanties ;

- Fixation des prix de cession pour des sociétés liées ;
- Tous actes ne relevant pas de l'activité principale de la société ;
- Conclusion de tout contrat de coopération, de licence, de GIE ou de gérance libre, acquisition ou transfert de participations, toute conclusion de contrat qui, quel qu'en soit la forme, conduit à la reprise ou à la direction d'une autre entreprise ;
- Création et suppression de succursales ;
- Octroi de dons et tout autre acte de disposition à titre gratuit en dehors du budget approuvé ; conclusion, résiliation et modification de tous contrats passés avec des parents des membres de la direction générale ;
- Toute dépense supérieure à 100.000 (cent mille) euros.

costituzione di garanzie immobiliari e tutte le operazioni relative ad immobili e diritti relativi ad immobili; prestazione di garanzia di ogni tipo;

- Definizione del prezzo di cessione per le società partecipate;
- Tutti gli atti che non fanno parte dell'attività principale della società;
- Conclusione di contratti di cooperazione, di " Groupement d'Intérêt Economique ", di licenza o di gerenza libera, acquisizione o trasferimento di partecipazioni, ed in genere tutti i contratti che, qualunque ne sia la forma, conducono alla ripresa o alla direzione di un'altra impresa;
- Creazione e soppressione di succursali;
- Donazioni ed ogni altro atto di disposizione a titolo gratuito non previsto dal budget approvato; conclusione, risoluzione e modifica di contratti stipulati con i parenti dei membri della direzione generale;
- Ogni spesa superiore a 100.000 (centomila) euro.

En considération de l'objet social de la société et en application des articles R 5124-36 et suivants du Code de la Santé Publique, l'associé nommera un Directeur Général, titulaire du diplôme de pharmacien tel que prévu à l'art. 5124-34 du Code de la Santé Publique. Ce Directeur Général aura les pouvoirs et responsabilités suivants dans la mesure où ils correspondent aux activités de la société :

In considerazione dell'oggetto sociale della società e in applicazione degli articoli R 5124-36 e seguenti del Codice della Sanità Pubblica, il socio nominerà un Direttore Generale, titolare di un diploma di farmacista così come previsto dall'articolo 5124- 34 del Codice della Sanità Pubblica. Questo Direttore Generale avrà i poteri e le responsabilità seguenti nella misura in cui questi corrispondono alle attività della società:

1° Il organise et surveille l'ensemble des opérations pharmaceutiques de l'entreprise ou de l'organisme, et notamment la fabrication, la publicité, l'information, la pharmacovigilance, le suivi et le retrait des lots, la distribution, l'importation et l'exportation des médicaments, produits, objets ou articles concernés ainsi que les opérations de stockage correspondantes ;

1° Organizza e sorveglia l'insieme delle operazioni farmaceutiche della società o ente, in particolare la produzione, la pubblicità, l'informazione, la farmacovigilanza, il seguito ed il ritiro dei prodotti, la distribuzione, l'importazione e l'esportazione dei medicinali, dei prodotti, degli oggetti o degli articoli relativi così come le operazioni di magazzinaggio corrispondenti;

2° Il veille à ce que les conditions de transport garantissent la bonne conservation, l'intégrité et la sécurité de ces médicaments, produits, objets ou articles ;

2° Controlla che le condizioni di trasporto garantiscano la buona conservazione, l'integrità e la sicurezza di questi medicinali, prodotti, oggetti o articoli;

3° Il signe, après avoir pris connaissance du

3° Dopo aver preso conoscenza del caso,

dossier, les demandes d'autorisation de mise sur le marché présentées par l'entreprise ou l'organisme et toute autre demande liée aux activités qu'il organise et surveille ;

4° Il participe à l'élaboration du programme de recherches et d'études ;

5° Il a autorité sur les pharmaciens délégués et adjoints ; il donne son agrément à leur engagement et est consulté sur leur licenciement, sauf s'il s'agit d'un pharmacien chimiste des armées ;

6° Il désigne les pharmaciens délégués intérimaires ;

7° Il signale aux autres dirigeants de l'entreprise ou l'organisme tout obstacle ou limitation à l'exercice de ces attributions.

8° Il met en œuvre tous les moyens nécessaires en vue du respect des obligations prévues aux articles R. 5124-48 et R. 5124-48-1.

9° Il veille, dans le cas de médicaments destinés à être mis sur le marché dans l'Union européenne, à ce que les dispositifs de sécurité visés à l'article R. 5121-138-1 aient été apposés sur le conditionnement dans les conditions prévues aux articles R. 5121-138-1 à R. 5121-138-4 ;

10° Il signale à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé toute mise sur le marché national d'un médicament qu'il estime falsifié au sens des dispositions de l'article L. 5111-3, dont il assure la fabrication, l'exploitation et la distribution.

Dans le cas où un désaccord portant sur l'application des règles édictées dans l'intérêt de la santé publique oppose un organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance au pharmacien responsable, celui-ci en informe le directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé ou, s'agissant des pharmaciens relevant des dispositions de l'article L. 4138-2 du code de la défense, l'inspecteur technique des services pharmaceutiques des armées, à charge pour

firma le domande d'autorizzazione di messa sul mercato presentate dalla società o ente e tutte le altre domande legate alle attività organizzate e sorvegliate dallo stesso;

4° Partecipa all'elaborazione del programma di ricerche e di studi;

5° Ha autorità sui farmacisti delegati e assistenti; dà il suo accordo per le loro assunzioni ed è consultato sul loro licenziamento, tranne se si tratta di un farmacista chimico delle armi;

6° Sceglie i farmacisti delegati interinali;

7° Segnala agli altri dirigenti della società o ente ogni ostacolo o limitazione all'esercizio di queste attribuzioni.

8° Compie quanto necessario al rispetto delle obbligazioni previste agli articoli R. 5124-48 e R. 5124-48-1.

9° Garantisce, nel caso di medicinali destinati ad essere immessi sul mercato nell'Unione europea, che i dispositivi di sicurezza di cui all'articolo R. 5121-138-1 siano stati apposti sull'imballaggio alle condizioni previste dagli articoli da R. 5121-138-1 a R. 5121-138-4;

10° Notifica all'Agenzia nazionale per la sicurezza dei farmaci e dei medicinali qualsiasi immissione sul mercato nazionale di un medicinale per il quale è responsabile della fabbricazione, dell'uso e della distribuzione, che ritiene falsificato ai sensi delle disposizioni dell'articolo L. 5111-3.

In caso di disaccordo sull'applicazione della normativa relativa alla sanità pubblica tra un organo di gestione, di amministrazione, di direzione o di sorveglianza ed il farmacista responsabile, quest'ultimo ne informa il direttore generale dell'Agenzia nazionale di sicurezza dei farmaci e dei medicinali o, se si tratta di farmacisti soggetti alle disposizioni dell'articolo L. 4138-2 del codice della difesa, l'ispettore tecnico dei servizi farmaceutici dell'esercito. Spetta a quest'ultimo, se necessario, informare il direttore generale

celui-ci, si nécessaire, de saisir le directeur dell'Agenzia. général de l'Agence.

Le pharmacien responsable participe aux délibérations des organes de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance, ou à celles de tout autre organe ayant une charge exécutive, de l'entreprise ou de l'organisme, lorsque ces délibérations concernent ou peuvent affecter l'exercice des missions relevant de sa responsabilité et énumérées du 1° au 10° du présent article.

Il farmacista responsabile partecipa alle delibere degli organi di gestione, di amministrazione, di direzione o di sorveglianza, o a quelle di ogni altro organo avente una carica esecutiva, della società o ente, nella misura in cui queste delibere riguardano o possono influenzare l'esercizio dei suoi poteri e delle sue responsabilità, elencati dal numero 1° al 10° del presente articolo.

En cas de nécessité d'engager toute dépense correspondant à ses attributions, le Pharmacien responsable doit en informer préalablement le Président.

In caso di necessità di effettuare una spesa relativa alle suddette mansioni, il farmacista responsabile ne informa preventivamente il Presidente.

Dans les relations internes, les pouvoirs des organes de direction peuvent être limités par un règlement intérieur adopté par les associés.

Nelle relazioni interne, i poteri degli organi di direzione possono essere limitati da un regolamento interno adottato dai soci.

Article 14 – REPRESENTATION DE LA SOCIETE

Articolo 14 - RAPPRESENTANZA DELLA SOCIETA'

Le Président et, le cas échéant, les directeurs généraux et directeurs généraux délégués assument, sous leur responsabilité, la Direction de la Société. Ils la représentent dans leurs rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Il Presidente e, se occorre, i direttori generali e i direttori generali delegati assumono, sotto la propria responsabilità, la Direzione della Società. Essi la rappresentano nei loro rapporti con i terzi, con i più estesi poteri, nel limite dell'oggetto sociale.

Les actes engageant la société vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du président et le cas échéant des directeurs généraux/directeurs généraux délégués ou de tout fondé de pouvoirs dûment habilité à l'effet de ces actes.

Gli atti che impegnano la società nei confronti dei terzi devono essere firmati dal presidente e se occorre dai direttori generali/direttori generali delegati o da ogni mandatario debitamente abilitato a questi atti.

Article 15 – REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Articolo 15 - RETRIBUZIONE DEI MANDATARI SOCIALI

Les mandataires sociaux peuvent exercer leurs fonctions à titre rémunéré ou non rémunéré. Le cas échéant, la rémunération des mandataires sociaux est fixée par les associés.

Le funzioni dei mandatarî sociali possono essere retribuite o non retribuite. Nel caso, la retribuzione dei mandatarî sociali è stabilita dai soci.

Article 16 – EXERCICE DES DROITS DU COMITE D'ENTREPRISE

Articolo 16 - ESERCIZIO DEI DIRITTI DEL COMITE D'ENTREPRISE

Le comité d'entreprise ou ses délégués exercent les droits qui leur sont attribués auprès du président ou auprès d'un membre du conseil d'administration désigné par lui.

Il *comité d'entreprise* o i suoi delegati esercitano i diritti che gli sono stati attribuiti dal presidente o da un membro del consiglio di amministrazione da lui designato .

Le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, peut demander l'inscription de projet(s) de résolution(s) à l'ordre du jour des assemblées et/ou des décisions du ou des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège social de la société.

Il *comité d'entreprise*, rappresentato da uno dei propri membri delegato a tale scopo, può chiedere l'iscrizione di proposte di delibere all'ordine del giorno delle assemblee e/o delle decisioni del o dei soci, tramite lettera raccomandata con ricevuta di ritorno indirizzate alla sede sociale della società.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolutions assorti d'un bref exposé des motifs.

Le richieste sono accompagnate dal testo delle bozze delle delibere, con una breve esposizione dei motivi.

Si l'assemblée se tient, la demande devra être adressée dans un délai de 10 jours au moins avant celle-ci réunie sur première convocation; dans les autres cas de consultation des associés, le président accusera réception de la demande en prenant l'engagement de la soumettre à la plus prochaine consultation et en indiquant la date prévisible de celle-ci.

Se l'assemblea si tiene, la richiesta dovrà essere inviata entro un termine di almeno 10 giorni prima che essa si riunisca su prima convocazione; negli altri casi di consultazione dei soci, il presidente riceverà la richiesta impegnandosi a sottoporla alla prossima consultazione e indicando la data prevedibile di quest'ultima.

Article 17 – CONVENTIONS REGLEMENTEES ET CONVENTIONS LIBRES

Articolo 17 - CONVENZIONI REGOLAMENTATE E CONVENZIONI LIBERE

Les conventions définies à l'article L.227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Le convenzioni definite all'articolo L. 227-10 del Codice di commercio francese sono sottoposte alle formalità di controllo prescritte dallo stesso articolo.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Le convenzioni non approvate producono comunque i propri effetti, ferma restando la responsabilità a capo della persona interessata ed eventualmente del presidente e degli altri dirigenti delle conseguenze dannose per la società.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes.

Le convenzioni relative alle operazioni ordinarie e concluse a delle condizioni normali sono comunicate al revisore dei conti.

Les interdictions prévues à l'article L.226-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

I divieti previsti all'articolo L. 226-43 del Codice di commercio francese si applicano, nelle condizioni stabilite da questo articolo, al presidente e ai dirigenti della società.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L.227-10 du Code de commerce, la société ne comportant qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

In deroga alle disposizioni del primo comma dell'articolo L.227-10 del Codice di commercio, avendo la società un solo socio, viene solamente fatto menzione al registro delle decisioni delle convenzioni intervenute direttamente o tramite persona interposta tra la società e il suo dirigente.

Article 18 – CONVENTIONS INTERDITES

Articolo 18 - CONVENZIONI VIETATE

Il est interdit au président et aux membres du conseil d'administration ainsi que, le cas échéant, aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des engagements auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

È vietato al presidente e ai membri del consiglio di amministrazione nonché, se occorre, ai direttori generali, di contrattare, sotto qualsiasi forma, ogni impegno da parte della società, di farsi consentire da essa un prestito in conto corrente o con altra modalità, nonché di ricevere cauzione o avvallo relativi ai loro impegni verso terzi.

La même interdiction s'applique aux représentants légaux de la personne morale, nommée en qualité de président, ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe.

Lo stesso divieto si applica ai rappresentanti legali della persona giuridica, nominata in qualità di presidente, nonché ai parenti, ascendenti e discendenti delle persone previste al presente paragrafo.

TITRE QUATRIEME DECISIONS DES ASSOCIÉS

TITOLO QUARTO DECISIONI DEI SOCI

Article 19 – FORMES DES DECISIONS

Articolo 19 - FORME DELLE DECISIONI

Les décisions des associés, s'ils sont plusieurs, sont prises en assemblée générale ou résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte sous seing privé. Tous les moyens de communication comme par exemple visioconférence, télécopie, télex, e-mail etc. peuvent être utilisés.

Le decisioni dei soci, se essi sono più di uno, sono prese in assemblea generale o risultano dal consenso di tutti i soci espresso in una scrittura privata. Possono essere usati tutti i mezzi di comunicazione come ad esempio la videoconferenza, il fax, mail, ecc.,

Par ailleurs, les procès-verbaux/décisions d'associés peuvent être signés par tout procédé électronique, dit de signature "simple" correspondant au premier stade de sécurité et de reconnaissance légale de la signature d'un document.

Infine, i verbali/decisioni dei soci possono essere firmati con un qualsiasi processo elettronico, noto come firma "semplice", che rappresenta il primo stadio di sicurezza e riconoscimento legale della firma di un documento.

Article 20 – CONVOCATION D'UNE ASSEMBLEE GENERALE

Articolo 20 - CONVOCAZIONE DI UN'ASSEMBLEA GENERALE

Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale.

Ogni socio può chiedere la riunione di un'assemblea generale.

Les assemblées générales sont convoquées par le président, ou un ou plusieurs membres du conseil d'administration, les commissaires aux comptes ou un mandataire de justice.

Le assemblee generali sono convocate dal presidente, o da uno o più membri del consiglio di amministrazione, dai revisori dei conti o da un mandatario di giustizia.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation ou se tenir au moyen de la visioconférence.

Le assemblee generali si riuniscono alla sede sociale o in ogni altro luogo indicato nella convocazione o possono tenersi tramite videoconferenza.

Les convocations sont faites par lettres recommandées ou par lettres simples ou encore par courrier électronique adressées à chaque associé quinze jours avant la date de l'assemblée générale. Ce délai est ramené à six jours en cas de deuxième convocation, faute de réunir le quorum requis sur la première convocation.

Le convocazioni vengono effettuate tramite lettera raccomandata o tramite lettera semplice o posta elettronica, inviata a ciascun socioquindici giorni prima della data dell'assemblea generale. Questo termine viene portato a sei giorni in caso di seconda convocazione, a difetto del raggiungimento del quorum richiesto in prima convocazione.

L'ordre du jour des assemblées générales est fixé dans la convocation. Tout associé a la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

L'ordine del giorno delle assemblee generali è stabilito nella convocazione. Ogni socio ha la facoltà di richiedere l'iscrizione all'ordine del giorno di progetti di delibera.

Toute assemblée générale convoquée irrégulièrement peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Ogni assemblea generale convocata irregolarmente può essere annullata. Tuttavia, l'azione in nullità non è accettabile qualora tutti i soci siano stati presenti o rappresentati.

Article 21 – FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES GENERALES

Articolo 21 - FUNZIONAMENTO DELLE ASSEMBLEE GENERALI

Tout associé a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par un mandataire.

Tutti i soci hanno il diritto di assistere alle assemblee generali e di partecipare alle delibere, personalmente o tramite un mandatario.

L'assemblée générale est présidée par le président, ou, en son absence, par toute autre personne désignée par l'assemblée générale.

L'assemblea generale viene presieduta dal presidente, o, in sua assenza, da ogni altra persona designata dall'assemblea generale.

Article 22 – QUORUM

Articolo 22 - QUORUM

L'assemblée générale ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

L'assemblea generale delibera validamente solo se i soci presenti o rappresentati possiedono almeno la metà delle azioni con diritto di voto.

Article 23 – DECISIONS COLLECTIVES ET MAJORITES

Articolo 23 - DECISIONI COLLETTIVE E MAGGIORANZE

Les opérations ci-après font l'objet d'une

Le seguenti operazioni sono oggetto di una

décision collective des associés:

decisione collettiva dei soci:

* décisions prises à la majorité simple:

*decisioni prese a maggioranza semplice:

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- nomination des membres du conseil d'administration,
- révocation du président et/ou des membres du conseil d'administration,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- toutes modifications statutaires ne relevant pas de l'article L. 227-19 du Code de Commerce.

- approvazione dei conti annuali e conferimento dei risultati,
- nomina dei membri del consiglio di amministrazione,
- revoca del presidente e/o dei membri del consiglio di amministrazione,
- nomina dei revisori dei conti,
- aumento, ammortamento o riduzione del capitale,
- tutte le modifiche statutarie che non rientrano nel campo di applicazione dell'articolo L. 227-19 del Codice di commercio.

* décisions prises à la majorité des deux tiers des associés:

*decisioni prese a maggioranza dei due terzi dei soci:

- conventions conclues entre la société et un dirigeant,
- dissolution et liquidation de la société,
- fusion, scission et apport partiel d'actif,
- transformation en une société d'une autre forme,

- convenzioni concluse tra la società e un dirigente,
- scioglimento e liquidazione della società,
- fusione, scissione e apporto parziale dell'attivo,
- trasformazione in una società di un'altra forma,

* décisions prises à l'unanimité:

*decisioni prese all'unanimità:

- toute décision requérant l'unanimité en application de l'article L. 227-19 du Code de commerce.

- tutte le decisioni che richiedono l'unanimità in applicazione dell'articolo L. 227-19 del Codice di commercio.

Si la société n'a qu'un seul associé, les décisions sont de la compétence de l'associé unique.

Se la società ha un solo socio, le decisioni sono di competenza del socio unico.

Toutes les autres opérations sont de la compétence du président ou le cas échéant du Conseil d'Administration selon les dispositions de l'art.13.

Tutte le altre operazioni sono di competenza del presidente o se occorre del Consiglio di Amministrazione secondo le disposizioni dell'articolo 13.

Article 24 – CONSTATATION DES DECISIONS DES ASSOCIÉS

Articolo 24 - CONSTATAZIONE DELLE DECISIONI DEI SOCI

Les décisions des associés quelle que soit leur forme, sont inscrites sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et cotées et paraphées, soit par un juge du Tribunal de Commerce, soit par un juge de Tribunal d'Instance, soit par le maire ou un adjoint du maire de la commune.

Le decisioni dei soci, qualsiasi sia la loro forma, sono iscritte su un registro speciale o su fogli mobili numerati senza discontinuità, quotati e siglati, sia da un giudice del Tribunale di Commercio, sia da un giudice del Tribunale di primo grado o anche da un sindaco o da un vice sindaco del comune.

Les procès verbaux des assemblées générales mentionnent les associés ou leurs mandataires participant, la présidence et les délibérations; ils sont signés par les associés ou leurs mandataires et par le président de l'assemblée générale. Les autres décisions sont reportées sur le registre et signées par le président ou, le cas échéant, par le directeur général.

Les copies ou extraits du registre spécial sont valablement certifiés par le président ou, le cas échéant, par le directeur général.

I verbali delle assemblee generali menzionano i soci o i loro mandatarî che vi partecipano, la presidenza e le delibere; vengono firmati dai soci o dai loro mandatarî e dal presidente dell'assemblea generale. Le altre decisioni sono riportate sul registro e firmate dal presidente o, se occorre, dal direttore generale.

Le copie o gli estratti del registro speciale sono validamente certificate dal presidente o, se occorre, dal direttore generale.

TITRE CINQUIEME COMPTES - RESULTAT - CONTROLE

Article 25 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social commence avec l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et finit le 31 décembre 2007.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 26 - COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le président ou un membre du conseil d'administration, ou un membre de la direction générale désigné à cet effet par le président, dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il établit également les comptes annuels, se composant du bilan, du compte de résultat et de l'annexe.

Le président ou un membre du conseil d'administration ou de la direction générale désigné à cet effet par le président, établit le rapport de gestion, exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus depuis la fin de l'exercice et ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition

TITOLO QUINTO CONTI - RISULTATO - CONTROLLO

Articolo 25 - ESERCIZIO SOCIALE

L'esercizio sociale inizia il 1 gennaio e finisce il 31 dicembre di ogni anno. Ad eccezione, il primo esercizio sociale comincia con l'immatricolazione della società al Registro del Commercio e delle Società e finisce il 31 dicembre 2007.

Inoltre, gli atti compiuti per suo conto durante il periodo della costituzione e ripresi dalla società saranno allegati a questo esercizio.

Articolo 26 - CONTI ANNUALI

Alla chiusura di ciascun esercizio, il presidente o un membro del consiglio di amministrazione, o un membro della direzione generale designato a questo effetto dal presidente, invia l'inventario dei diversi elementi dell'attivo e del passivo esistente a questa data. Redige anche i conti annuali, che si compongono del bilancio, del conto economico e dell'allegato.

Il presidente o un membro del consiglio di amministrazione o della direzione generale designato a questo scopo dal presidente, redige la relazione di gestione, che espone la situazione della società durante l'esercizio trascorso, la sua prevedibile evoluzione, gli eventi importanti sopravvenuti dalla fine dell'esercizio e le attività in materia di ricerca e sviluppo.

Tutti questi documenti sono messi a

des commissaires aux comptes, un mois au moins avant la décision des associés sur les comptes de l'exercice.

disposizione dei revisori dei conti, almeno un mese prima della decisione dei soci sui conti dell'esercizio.

Les associés statuent dans les six mois de la clôture de l'exercice social sur les comptes de cet exercice.

I soci decidono entro sei mesi dalla chiusura dell'esercizio sociale sui conti di tale esercizio.

Article 27 – AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat de l'exercice est constitué par la différence entre les produits et charges, notamment des frais généraux, amortissements et provisions de l'exercice.

Articolo 27 - CONFERIMENTO DEL RISULTATO

Il risultato dell'esercizio è costituito dalla differenza tra i prodotti e le spese, in particolare le spese generali, ammortamenti e provvisori dell'esercizio.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est effectué un prélèvement de cinq pour cent au moins, affecté à la réserve légale. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires dès que la réserve légale aura atteint le dixième du capital social.

Sull'utile dell'esercizio, diminuito, se occorre, delle perdite precedenti, viene effettuato un prelievo di almeno il cinque per cento, conferito alla riserva legale. Questi prelievi terminano di essere obbligatori dal momento in cui la riserva legale avrà raggiunto un decimo del capitale sociale.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des prélèvements affectés à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

L'utile distribuibile è costituito dall'utile netto dell'esercizio, diminuito delle perdite precedenti e dei prelievi conferiti alla riserva legale e aumentato del report beneficiario.

Les associés peuvent décider la distribution aux associés du bénéfice de l'exercice et des sommes prélevées sur les réserves librement constituées.

I soci possono decidere la distribuzione ai soci dell'utile dell'esercizio e delle somme prelevate sulle riserve liberamente costituite.

Article 28 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un commissaire aux comptes titulaire ainsi qu'un commissaire aux comptes suppléant sont nommés par les associés pour six exercices sociaux. Leurs fonctions expirent après la décision des associés sur les comptes du sixième exercice social.

Articolo 28 - REVISORI DEI CONTI

Un revisore dei conti titolare nonché un vice-revisore dei conti sono nominati dai soci per sei esercizi sociali. Le loro funzioni terminano dopo la decisione dei soci sui conti del sesto esercizio sociale.

Le commissaire aux comptes exerce sa mission de contrôle conformément à la loi. Il établit notamment son rapport général sur l'exécution de sa mission et son rapport spécial sur les conventions prévu par article 17 des présents statuts. Ses honoraires sont fixés conformément à la réglementation en vigueur.

Il revisore dei conti esercita la sua missione di controllo in conformità con la legge. Redige in particolare la sua relazione generale sull'esecuzione della sua missione e la sua relazione speciale sulle convenzioni previste dall'articolo 17 del presente statuto. I suoi onorari sono fissati in conformità con la regolamentazione in vigore.

Article 29 - PUBLICITE DES COMPTES SOCIAUX

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe, le rapport de gestion et le rapport des commissaires aux comptes de l'exercice écoulé, éventuellement complété de leurs observations sur les modifications apportées par les associés aux comptes qui leur ont été soumis, ainsi que la proposition d'affectation du résultat soumise aux associés et la décision d'affectation votée par les associés, doivent être déposés, en double exemplaire, au Greffe du Tribunal, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, dans le mois qui suit leur approbation par les associés.

Articolo 29 - PUBBLICITA' DEI CONTI SOCIALI

Il bilancio, il conto economico e l'allegato, la relazione di gestione e la relazione dei revisori dei conti sui conti sull'esercizio trascorso, eventualmente completata dalle loro osservazioni sulle modifiche apportate dai soci ai conti che sono stati loro sottoposti, nonché la proposta di conferimento del risultato sottoposta ai soci e la decisione di conferimento votata dai soci stessi, devono essere depositati, in duplice esemplare, alla Cancelleria del Tribunale, per essere allegati al Registro del Commercio e delle Società, entro il mese che segue la loro approvazione da parte dei soci.

**TITRE SIXIEME
DISSOLUTION – LIQUIDATION****TITOLO SESTO
SCIOGLIMENTO - LIQUIDAZIONE****Article 30 – CAPITAUX PROPRES INSUFFISANTS**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président ou le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, d'inviter les associés à décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve du respect du minimum légal, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par l'assemblée générale devra être publiée dans un journal d'annonces légales, déposée au Greffe du Tribunal de Commerce et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

Articolo 30 - CAPITALI PROPRI INSUFFICIENTI

Se, a causa delle perdite constatate nei documenti contabili, i capitali propri diventano inferiori alla metà del capitale sociale, il presidente o il consiglio di amministrazione è tenuto, entro i quattro mesi che seguono l'approvazione dei conti che hanno fatto apparire questa perdita, ad invitare i soci a decidere se è necessario lo scioglimento anticipato della società.

Se non viene pronunciato lo scioglimento, la società è tenuta, al più tardi alla chiusura del secondo esercizio successivo a quello durante il quale è intervenuta la constatazione delle perdite e con riserva del rispetto del minimo legale, a ridurre il capitale per un importo pari almeno a quello delle perdite che non sono state detratte dalle riserve, se, entro questo termine, i capitali propri non sono stati ricostituiti fino al raggiungimento di un valore almeno uguale alla metà del capitale sociale.

In entrambi i casi, la decisione adottata dall'assemblea generale dovrà essere pubblicata in un giornale di annunci legali, depositata alla Cancelleria del Tribunale di Commercio e iscritta al Registro del Commercio e delle Società.

Article 31 – DISSOLUTION – LIQUIDATION**Articolo 31 - SCIOGLIMENTO – LIQUIDAZIONE**

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution décidée par les associés, la société entre en liquidation. Dans ce cas, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par décision des associés.

Alla scadenza della società o in caso di scioglimento deciso dai soci, la società entra in liquidazione. In questo caso, vengono nominati uno o più liquidatori con decisione dei soci.

Le liquidateur représente la société vis-à-vis des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif de la société. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

Il liquidatore rappresenta la società nei confronti dei terzi. È investito dei più ampi poteri per realizzare l'attivo della società. È abilitato a pagare i creditori e a ripartire il saldo disponibile.

Le liquidateur peut être autorisé par décision des associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Il liquidatore può essere autorizzato con decisione dei soci a continuare gli affari in corso o ad avviarne di nuovi per le necessità della liquidazione.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

La suddivisione dell'attivo netto sussistente dopo il rimborso del valore nominale delle azioni viene effettuata tra i soci nelle stesse proporzioni della loro partecipazione al capitale.

**TITRE SEPTIEME
CONSTITUTION DE LA SOCIETE**

**TITOLO SETTIMO
COSTITUZIONE DELLA SOCIETA'**

Article 32 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Articolo 32 - GODIMENTO DELLA PERSONALITA' GIURIDICA - IMMATRICOLAZIONE AL REGISTRO DEL COMMERCIO E DELLE SOCIETA'

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La società godrà della personalità giuridica a partire dalla sua immatricolazione al Registro del Commercio e delle Società.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. Cet état a été en outre tenu à la disposition de l'associé unique dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

Lo stato degli atti compiuti in nome della società in formazione, con l'indicazione per ciascuno di essi dell'impegno che ne risulta per la società, è allegato al presente statuto la cui firma comporterà la ripresa dei suddetti impegni da parte della società nel momento in cui questa sarà stata immatricolata al Registro del Commercio e delle Società. Questo stato è stato inoltre tenuto a disposizione del socio unico entro i termini legali all'indirizzo previsto della sede sociale.

Le président de la société est, par ailleurs, expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces

Il presidente della società è, inoltre, espressamente abilitato, dalla sua nomina, a concludere e a sottoscrivere, per conto della società, gli atti e gli impegni che rientrano nei suoi poteri statutari e legali. Questi atti ed

actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la société, après vérification par la collectivité des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

impegni saranno considerati come fatti e sottoscritti, dall'origine, dalla società, dopo la verifica da parte della collettività dei soci, successivamente all'immatricolazione della società al Registro del Commercio e delle Società, e al più tardi dall'approvazione dei conti del primo esercizio sociale.

Article 33 – CLAUSE SALVATRICE

Si une stipulation des présents statuts est nulle ou devait se révéler nulle, les autres stipulations n'en seraient pas pour autant affectées. La stipulation concernée serait au contraire remplacée par une autre stipulation prenant en considération, de manière appropriée, le sens et l'objet de ces statuts; les parties devront sans délai se mettre d'accord sur cette stipulation.

Articolo 33 - CLAUSOLA SALVATRICE

Se una stipulazione del presente statuto è nulla o si dovesse rivelare nulla, le altre stipulazioni non ne saranno colpite. La stipulazione relativa sarà invece sostituita da un'altra stipulazione che prenda in considerazione, in maniera appropriata, il senso e l'oggetto di questo statuto; le parti dovranno tempestivamente mettersi d'accordo su questa nuova stipulazione.

Les présentes étant établies en langues française et italienne, la version française fait foi./
Il presente statuto è redatto in lingua francese e italiana, la versione francese fa fede.